

# Les inégalités femmes-hommes : des inégalités sociales construites \*

## Introduction

Cet article présente l'état d'avancement d'un travail de recherche. C'est pour cela que pour certaines questions abordées les réponses restent provisoires et nécessitent plus d'investigation.

L'inégalité des genres est et reste une des formes les plus répandues de l'inégalité sociale car elle est présente dans toutes les sociétés dont les femmes constituent la moitié de la population. La problématique des inégalités femmes-hommes a fait l'objet de nombreux travaux, aussi bien sur le plan empirique que sur le plan théorique, par des auteurs aux profils différents : juristes, sociologues, anthropologues, politologues, femmes et hommes de lettres.

La science économique s'est beaucoup moins intéressée aux questions de genre que les autres disciplines des sciences sociales et « fondamentalement, il n'existe pas dans le discours dominant de l'économie de théorie sur la différenciation des sexes, en termes d'inégalités de pouvoir, même si la discrimination à l'égard des femmes est abordée » (Diane Elson, 2004, p. 159). Une ébauche de réflexion a eu lieu avec les théories de la croissance endogène et de l'économie domestique, mais la recherche à ce sujet s'est surtout développée lorsque la problématique des inégalités femmes-hommes a été liée à celle du développement, dans le cadre de l'approche globale du développement, approche qualitative qui s'est développée à partir des années 90 par le PNUD, essentiellement sur la base des travaux d'Amartya Sen.

L'approche genre et développement (GED) vient de cette nouvelle conception du développement : le développement n'est pas seulement une amélioration des richesses matérielles, c'est aussi une amélioration de toutes les conditions de vie : conditions économiques, sociales, politiques et culturelles. C'est aussi le droit à la liberté, à la participation, à l'égalité et à la dignité (PNUD, 1995 et 2000). Comme les femmes vivent dans des rapports d'inégalité et sont victimes de discriminations à tous les niveaux, il ne peut y avoir de développement dans cette situation.

Les inégalités femmes-hommes au Maroc seront donc étudiées en tant qu'inégalités de capacités, d'accès aux opportunités, aux ressources et au

## Nouzha Lamrani

Université  
Mohamed V-Agdal, Rabat  
(nouzha.lamrani@gmail.com)

\* Communication au colloque thématique organisé par l'AMSE sur le thème « Quand les inégalités deviennent-elles insoutenables ? », Rabat, 11-12 juin 2010.

contrôle de ces ressources. Elles se présentent sous différentes formes : juridiques, monétaires, économiques, politiques, sociales et culturelles. Il sera donc nécessaire d'étudier l'évolution à moyen et long terme de ces formes d'inégalités pour savoir celles qui persistent, celles qui régressent et celles qui progressent, et ce, après un bref état des lieux de celles-ci dans le monde. Un choix de ces différentes formes sera fait en fonction des données disponibles, et une attention plus particulière sera portée sur les inégalités socio-économiques. Ce travail se fera à partir de certaines analyses empiriques (qui restent souvent limitées aux inégalités de sexe et non de genre) sur cette question réalisées au Maroc (HCP, 2003 ; HCP enquêtes annuelles sur l'activité, HCP, 2005). Sur la base de ce constat, il s'agira de comprendre ces évolutions. L'approche théorique GED nous aidera à le faire.

L'objectif de ce travail est donc d'analyser l'évolution des différentes formes d'inégalité femmes-hommes au Maroc et de tenter de montrer que celles-ci sont des inégalités particulières, différentes des autres formes d'inégalité plus connues et plus étudiées (inégalités de revenu...), qu'elles sont sociales et construites.

Dans cet article, la réflexion portera essentiellement sur les inégalités économiques (en termes d'emploi plus particulièrement). Peu de travaux se sont penchés sur les tendances à long terme de l'activité des femmes au Maroc, et lorsqu'ils le font, ils se limitent en général au constat et n'analysent pas le pourquoi de ce constat.

## **I. La tendance à la baisse de certaines inégalités femmes-hommes**

Cette tendance concerne différentes formes d'inégalité dont les inégalités sociales (éducation, accès aux infrastructures de base, accès aux soins), les inégalités économiques (emploi, types d'emplois, statuts), les inégalités juridiques (code de la famille, code de la nationalité, code pénal), les inégalités politiques (participation des femmes au pouvoir politique : parlement, conseils communaux, gouvernement).

Dans ce cadre, les deux premières formes seront analysées.

### **1. Inégalités sociales : le cas de l'éducation**

Depuis les années 80, les femmes et les filles ont davantage accès à l'éducation (alphabétisation et scolarisation), comme le montrent les données des tableaux ci-après.

Cependant, l'augmentation du taux d'alphabétisation reste très faible par rapport aux objectifs tracés par les pouvoirs publics (éradication de l'analphabétisme d'ici 2015). Plus de la moitié des femmes et des filles sont analphabètes en 2009 au Maroc, c'est ce qui explique essentiellement son classement – parmi les derniers – dans les indicateurs du développement

humain. L'écart entre femmes et hommes reste élevé (22,7), et il n'a baissé que de 6,3 points par rapport aux années 80. Ce taux doit être plus élevé dans la réalité, car les statistiques ne tiennent compte que de l'inscription dans les classes d'alphabétisation et non d'une évaluation du nombre d'analphabètes.

Tableau 1

### Taux d'alphabétisation de la population âgée de plus de 10 ans

Années	Ensemble	Femmes	Hommes	Ecart
1982	45,3	31,7	60,5	29,0
2007	58,8	47,4	70,6	23,0
2009	60,3	49,2	71,9	22,7

Source : Haut-Commissariat au Plan (2007 et 2009).

Pour la scolarisation des filles, les données en milieu rural sont significatives: de grands efforts ont été réalisés, et les écarts entre filles et garçons ont nettement baissé, aussi bien dans le primaire que dans l'enseignement collégial secondaire. On constate cependant que les taux de scolarisation dans le collège en milieu rural restent très bas, ce qui montre que les déperditions sont importantes.

Tableau 2

### Taux nets de scolarisation dans le primaire (6-11 ans) en milieu rural

	1991		2009	
	G	F	G	F
	48,8	22,5	93,2	87,9
Ecarts	26,3		5,3	

Source : Haut-Commissariat au Plan (2009).

Tableau 3

### Taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire collégial (12-14 ans) en milieu rural

	Garçons	Filles	Ecart
1991	3,4	1,1	2,0
2009	22,5	16,2	6,3

Source : Haut-Commissariat au Plan (2009).

## 2. Les inégalités économiques : le cas de l'accès à l'emploi

### 2.1. Le problème de la mesure de l'évolution de l'activité au Maroc

La comparaison des données statistiques ne peut se réaliser que si les sources utilisées adoptent les mêmes concepts et la même méthodologie. Ce qui n'est pas le cas pour les Recensements généraux de la population et de l'habitat (RGPH) et les Enquêtes nationales sur l'activité, l'emploi et le chômage (ENPA) au Maroc, les deux seules sources de données nationales sur l'emploi.

Deux comparaisons seront donc possibles :

- Comparaison des données des RGPH pour étudier les tendances globales à long terme (1960 à 2004, soit environ un demi-siècle).

- Comparaison des données des ENPA existantes pour le milieu urbain depuis 1984 et pour l'ensemble du Maroc depuis 1999 afin d'étudier les tendances depuis une décennie (1999-2009). Nous nous intéresserons essentiellement aux données en milieu urbain, car celles relatives au milieu rural, et plus particulièrement la mesure de l'activité, sont insignifiantes. En milieu rural, la mesure de l'activité reste difficile, car le sous-emploi et le travail non rémunéré – surtout celui des femmes – sont importants. Les femmes ne déclarent pas en général qu'elles cherchent du travail, et les femmes rurales qui travaillent dans l'agriculture ne déclarent pas qu'elles travaillent, confondant travail domestique et travail productif. Ainsi les concepts de « population active », « population active occupée » et « chômage » adoptés par le HCP ne peuvent traduire la réalité rurale et agricole.

### 2. 2. Tendance à long terme : une féminisation importante de l'emploi depuis 1960

La population active féminine a été multipliée par 7,6 en 44 ans, alors que la population active masculine ne l'a été que de 2,7 fois entre 1960 et 2004. Le taux de féminisation durant la même période est passé de 10,6 % à 24,8 %.

Tableau 4

#### Population active totale (en milliers)

	Hommes	Femmes	Ensemble	Taux de féminisation
1960	<b>2 908</b>	<b>346</b>	3 254	<b>10,6</b>
1971	3 427	615	4 042	15,2
1982	4 818	1 181	5 999	19,6
1994	6 346	1 630	7 976	20,4
2004	<b>8 011 (*2,7)</b>	<b>2 652 (*7,6)</b>	10 663	<b>24,8</b>

Source : Haut-Commissariat au Plan, Recensements généraux de la population et de l'habitat 1960, 1970, 1982, 1994, 2004.

### 2.3. Salarisation importante de la main-d'œuvre féminine en milieu urbain

En 2009, le statut de salarié des femmes en milieu urbain est plus important que celui des hommes (79,8 % contre 61,9 %), et la part des femmes salariées a augmenté de 6,7 points en dix ans, contre une stagnation de celle des hommes. La part des femmes «employeurs» a été multipliée par 2, ce qui montre leur plus grande participation à l'entrepreneuriat.

Tableau 5

#### Population active occupée selon le statut socio-professionnel Milieu urbain

Statuts	1999			2009			Écarts	
	H	F	E	H	F	E	1999	2009
Salarié	62,4	73,1	64,8	61,9	79,8	65,5	+10,7	+14,3
Indépendant	22,7	16,1	21,2	25,6	11,9	22,8		
Employeurs	4,0	1,1	3,4	5,4	2,2	4,7	2,9	3,2
Aide familiale	5,4	6,2	5,6	3,5	4,5	3,7		
Apprenti	2,8	2,5	2,7	1,1	0,6	1,0		
Associé ou membre de coopérative	2,5	0,7	2,1	2,4	0,8	2,1		
Autre statut	0,1	0,2	0,1	0,1	0,3	0,1		
Non déclaré	0,1	0,1	0,1					
Total	100	100	100					

Source : Haut-Commissariat au Plan, *Enquêtes nationales sur l'activité, l'emploi et le chômage 1999 et 2009*.

### 2.4. Régression très lente du travail non rémunéré des femmes

Dans l'ensemble du Maroc, le statut le plus important pour les femmes reste celui d'«aide familiale», concentré en milieu rural. La proportion des femmes et des filles ayant un travail non rémunéré en 2009 s'élève à 48,5 %, soit une baisse de seulement de 6,4 % en 10 ans. L'écart H/F a même connu une légère augmentation.

Tableau 6

**Population active occupée selon le statut socio-professionnel  
Milieux urbain et rural**

Statuts	1999			2009			Ecart H-F	
	H	F	E	H	F	E	1999	2009
Salarié	43,2	28,4	38,8	47,9	34,6	44,4	14,8	13,0
Indépendant	28,6	14,6	24,4	32,1	15,2	27,6		
Employeur	2,7	0,4	1,7	3,4	0,9	2,7		
Aide familiale	21,4	54,9	31,3	13,8	48,5	22,9	33,5	34,7
Apprenti	1,7	1,1	1,6	0,9	0,3	0,7		
Associé ou membre de coopérative	2,2	0,4	1,7	1,9	0,5	1,5		
Autre statut	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1		
Non déclaré	0,1	0,1	0,1					
Total	100	100	100	100	100	100		

Source: Haut-Commissariat au Plan, *Enquêtes nationales sur l'activité, l'emploi et le chômage 1999 et 2009*.

## 2.5. La nette augmentation de la part des femmes dans l'administration et les services

De manière générale, cette augmentation est un indicateur important de la baisse des inégalités économiques entre hommes et femmes: en 2009, en milieu urbain, il ya autant de femmes que d'hommes dans l'administration générale (8,3 % et 8,8 %). L'écart, qui était de 2,3 en 1999, n'est plus que de 0,5 en 2009. Il est à souligner cependant que des inégalités importantes persistent toujours dans les postes de prise de décision et que la tendance à la baisse de l'emploi dans ce secteur d'activité est bien entamée.

Est-ce que la baisse de la proportion des femmes dans l'industrie-artisanat au profit d'autres secteurs (services et commerce) est un indicateur de baisse des inégalités économiques en milieu urbain? Depuis les années 80, la proportion de femmes travaillant dans l'industrie et l'artisanat en milieu urbain a été plus importante que celles des hommes (46,8 contre 22,8 % en 1986, 39,1 contre 20,4 % en 1999 et 28,8 % contre 18,1 % en 2009), ce qui résulte d'un taux de féminisation élevé de la main-d'œuvre dans l'industrie textile, l'agro-alimentaire (branches les plus développées au Maroc) et l'artisanat.

Il est difficile de répondre à cette question d'après les données disponibles. Si cette baisse profite essentiellement au commerce et aux services fournis à la collectivité (santé et éducation essentiellement), c'est un indicateur positif. Mais si cette baisse profite plus aux services en général («autres services» informels comme les services domestiques), c'est un indicateur négatif.

Cette tendance à la baisse de l'emploi total dans ce secteur, et plus particulièrement celle de l'emploi féminin, peut avoir plusieurs causes : la baisse de l'activité artisanale non rémunératrice et son remplacement par les activités de service (services dans le secteur informel essentiellement), la tendance à la baisse des exportations en produits textiles et agro-alimentaires suite aux différentes crises survenues dans ces secteurs (suite au démantèlement de l'accord multifibre en 2005, à la concurrence asiatique et à la crise financière internationale ces dernières années) et qui a conduit au licenciement d'ouvrières.

Tableau 7

### Population active occupée selon les différents secteurs d'activité Milieu urbain

	1986			1999			2009		
	H	F	E	H	F	E	H	F	E
Agriculture, forêt et pêche	5,3	3,0	4,7	5,6	6	5,7	4,9	5,5	5,0
Industrie, y compris artisanat	22,8	46,8	28,6	20,4	39,1	24,6	18,1	28,8	20,2
BTP	9,1	0,2	7,0	11,2	0,5	8,8	14,7	0,8	11,8
Commerce				22,5	7,2	19,0	22,5	10,1	20,0
Transports, entrepôts et communication				6,4	1,3	5,2	7,6	3,1	6,7
Réparation				4,3	0,1	3,4	3,5	0,2	2,9
Administration générale				11,3	9,0	10,8	8,8	8,3	8,7
Services fournis à la collectivité				7,5	15,6	9,3	7,0	19,9	9,6
Autres services				10,6	20,8	12,9	12,8	23,1	14,9
Activités mal désignées	0,6	0,4	0,6	0,2	0,4	0,3	0,2	0,2	0,2
Total	100	100	100				100	100	100
Population active occupée	2 056 626	655 955	2 712 581	3 226 257	948 199	4 174 456	4 080 800	1 020 200	5 101 000

Source : Haut-Commissariat au Plan, *Enquêtes nationales sur l'activité, l'emploi et le chômage 1986, 1999 et 2009*.

En conclusion, la tendance à la baisse de certaines inégalités sociales et économiques F/H depuis les années 60 est perceptible à partir d'un certain nombre d'indicateurs : scolarisation des filles, féminisation de l'emploi, salarisation importante de l'emploi féminin en milieu urbain, baisse des écarts F/H dans l'emploi administratif et le commerce, importance des femmes actives dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

## II. La tendance à la stagnation/augmentation des inégalités

### 1. La régression du taux d'activité féminin et du taux de féminisation de la population active

En une décennie, de 1999 à 2009, la part des femmes actives dans la population totale (taux de féminisation de la population active) a baissé de 29,0 % à 26,7 %. Le taux d'activité net des femmes a baissé pour la même période de 30,3 % à 25,8 % et les écarts femmes/hommes ne se sont pas améliorés (49 et 49,5).

Tableau 8

#### Population active totale (en millions)

	Hommes	Femmes	Ensemble	Taux de féminisation de la PA
1999	7,64	3,15	10,79	29,2
2009	8,44	3,07	11,47	26,7

Source : Haut-Commissariat au Plan, *Enquêtes nationales sur l'activité, l'emploi et le chômage 1999 et 2009*.

Tableau 9

#### Taux d'activité net des femmes

	Hommes	Femmes	Ensemble	Écarts
1999	79,3	30,3	54,4	49,0
2009	75,3	25,8	49,9	49,5

Source : Haut-Commissariat au Plan, *Enquêtes nationales sur l'activité, l'emploi et le chômage 1999 et 2009*.

Même en milieu urbain, pour lequel les données statistiques sont plus fiables et existantes depuis 1986, la tendance est la même : de 1986 à 2009, soit en vingt-trois ans, environ un quart de siècle, le taux de féminisation a baissé de 25,7 % à 21,6 % après avoir légèrement augmenté de 1986 à 1996 (de 25,7 % à 26,7 %).

Tableau 10

#### Population active urbaine (en millions)

	Hommes	Femmes	Ensemble	Taux de féminisation
1986	2,38	0,82	3,18	25,7
1996	3,58	1,31	4,90	26,7
1999	4,03	1,30	5,33	24,4
2009	4,64	1,28	5,92	21,6

Source : Haut-Commissariat au Plan, *Enquêtes nationales sur l'activité, l'emploi et le chômage 1986 à 2009* (en milieu urbain).



Le taux d'activité féminin a fortement baissé durant la même période de 23,7 % à 18,6 %, et les écarts femmes/hommes se sont accentués. Ces inégalités croissantes dans les taux d'activité varient selon le niveau de diplôme. Ainsi, l'écart du taux d'activité F/H pour les sans-diplôme est de 65,3 % en 2008, de 44,1 pour le niveau moyen et de 22,6 % pour le niveau supérieur. On remarque cependant que les écarts F/H augmentent entre 1999 en 2008, quel que soit le niveau du diplôme.

Tableau 11

### Baisse du taux d'activité féminin en milieu urbain

	Hommes	Femmes	Ensemble	Ecarts
1986	73,1	23,7	48,1	49,4
1999	74,6	22,8	48,1	51,8
2009	70,8	18,6	44	52,2

Source : Haut-Commissariat au Plan, *Enquêtes Nationales sur l'activité, l'emploi et le chômage en milieu urbain 1986, 1999 et 2009*.

Tableau 12

### Taux d'activité net selon le diplôme en milieu urbain

	1999		2008		Écarts 1999	Ecarts 2008
	H	F	H	F		
Sans aucun diplôme	79,1	16	77,7	12,4	63,1	65,3
Niveau moyen	65,9	25,9	63	18,9	40	44,1
Niveau supérieur	78,5	61,9	75,9	53,3	16,6	22,6

Source : Haut-Commissariat au Plan, *Enquêtes nationales sur l'activité, l'emploi et le chômage 1999 et 2009*.

Pourquoi les taux d'activité ont tendance à baisser depuis les années 90 et pourquoi les écarts F/H ne changent pas ou augmentent ? Avant d'apporter quelques éléments de réponse, il est à souligner que cette tendance n'est pas spécifique au Maroc.

Ainsi, c'est « dans la ceinture des régions de régime patriarcal strict que le taux d'activité des femmes est le plus faible, tant en 1970 qu'en 1990 » (Kabeer, 2005, p. 86). Dans les pays arabes et du Moyen-Orient, les augmentations du taux d'activité des femmes sont les plus faibles au monde. Dans toutes les régions, le rapport emploi-population est bien plus élevé pour les hommes que pour les femmes, notamment en Asie du Sud et dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient (UNIFEM, 2008).

Les mêmes tendances sont constatées dans les autres pays du Maghreb : en Tunisie, le taux de participation des femmes se situe aux alentours de 25 % en 2008, comparé à environ 24 % il y a une décennie. En Algérie, cette

participation a accusé une baisse de l'ordre de deux points, passant de 17 % en 1998 à 15 % seulement en 2008 (Achy, 2010).

Ces tendances ne sont pas les mêmes dans les pays développés : dans l'UE des 15, les femmes représentaient 30 % de la population active en 1960, elles en représentent 44 % aujourd'hui. Les taux d'activité masculin et féminin se rapprochent (Maruani, 2009).

Au Maroc, d'après l'analyse des données à long et moyen terme des taux d'activité féminins, on peut dire que la participation des femmes a augmenté de manière importante jusqu'aux années 90-95 puis a commencé à se stabiliser et même à régresser ces dernières années. Comment expliquer cette évolution ? Nous pouvons avancer quelques éléments de réponse, éléments qui devront être vérifiés par des enquêtes spécifiques à caractère multidisciplinaire sur l'activité des femmes :

- La tendance générale à la baisse des taux d'activité ces dernières années est générale et concerne même les hommes : de 1986 à 2009, le taux d'activité en milieu urbain a baissé de 4 points (48,1 % à 44 %), mais cette baisse est plus significative pour les femmes (5,1 points contre 2,3 pour les hommes). En effet, de manière générale dans le monde, il y a eu une tendance à la baisse des taux d'activité.

- Est-ce les conséquences du Programme d'ajustement structurel entamé dans les années 80 (libéralisation des marchés dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre féminine) ? Est-ce l'impact de la crise financière internationale de ces dernières années, touchant plus particulièrement les secteurs exportateurs employeurs de main-d'œuvre féminine ? C'est probable, mais cela reste à vérifier.

- L'importance du travail non rémunéré des femmes affecte le taux d'activité féminin : les femmes ne déclarent pas en général qu'elles cherchent du travail, et les femmes rurales qui travaillent dans l'agriculture ne déclarent pas qu'elles travaillent. On a vu que les écarts des taux d'activité F/H sont surtout importants dans la population active sans diplôme. Plus le niveau du diplôme est élevé, plus les écarts entre femmes et hommes baissent.

- La progression de la scolarisation des filles de plus de 15 ans aurait eu pour conséquence l'augmentation de la population inactive plus de 15 ans et ainsi la diminution de la population active féminine en général.

- L'importance de l'offre de travail dans le secteur bâtiments et travaux publics, secteur où les femmes ne sont pas disponibles pour travailler.

- La « flexion conjoncturelle des taux d'activité » : la dégradation du marché du travail peut inciter certaines femmes à renoncer à chercher un travail (Benazzou, cité par Saadi, 2004).

- Les rapports sociaux de sexe qui influent sur les processus économiques (voir infra).

- Ces éléments de réponse seront complétés et développés dans l'analyse qui sera faite pour les écarts F/H relatifs aux taux de chômage.

## 2. La concentration des femmes et des filles dans les secteurs d'activité dits féminins précaires, non ou mal rémunérés, et non salariées

On constate que la composition de la population active féminine selon les branches d'activité économique n'a pratiquement pas changé depuis une décennie : l'activité féminine est toujours concentrée dans la branche « agriculture, forêt et pêche » qui occupe en 2009 59,9 % de femmes (33,6 % des hommes) contre 62 % en 1999 (41,8 % des hommes et donc une baisse importante de 8,2 points par rapport à 1999). Le taux de féminisation dans cette branche d'activité est resté le même depuis 1999 : 38,4 % et 39 %.

La part des femmes dans l'industrie et l'artisanat a légèrement baissé au profit des services. Les femmes restent exclues des secteurs BTP, commerce, administration générale, transport et communications.

Tableau 13

### Population active occupée selon les branches d'activité économique

	1999			2009		
	H	F	E	H	F	E
Agriculture, forêt et pêche	41,8	62,	47,8	33,6	59,9	40,5
Industrie y compris artisanat	12,1	17,9	13,8	11,9	13,5	12,3
BTP	8,4	0,2	6	12,6	0,3	9,4
Commerce	14,1	2,9	10,8	15,7	4,3	12,7
Transports, entrepôts et communication	4,1	0,4	3,	5,4	1,2	4,3
Réparation	2,5	0,	1,8	2,4	0,1	1,8
Administration générale	6,3	3,2	5,3	5,3	3,2	4,8
Services fournis à la collectivité	4,3	5,6	4,7	4,4	8,0	5,4
Autres services	6,2	7,6	6,6	8,4	9,5	8,7
Activités mal désignées	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Total	100	100	100	100	100	100
Population active occupée	6 594 850	2 765 471	9 360 321			

Source : Haut-Commissariat au Plan, *Enquêtes nationales sur l'activité, l'emploi et le chômage 1999 et 2009*.

Tableau 14

**Taux de féminisation dans les différentes branches d'activité**

	1999	2009
Agriculture, forêt et pêche	38,4	39,0
Industrie y compris artisanat	38,3	28,9
BTP	0,9	0,9
Commerce	7,8	8,9
Transports, entrepôts et communication	4,4	7,5
Réparation	0,7	1,1
Administration générale	17,5	17,9
Services fournis à la collectivité	35,1	39,2
Autres services	33,9	28,8
Activités mal désignées	25,2	18,2
Total	29,5	26,4

Source : Haut-Commissariat au Plan, *Enquêtes nationales sur l'activité, l'emploi et le chômage 1999 et 2009*.

Quant au statut des femmes actives, le statut d'« aide familial » est encore le plus important pour les femmes et les filles.

Ces tendances sont constatées dans la plupart des régions en développement : de la moitié aux deux tiers des femmes occupent des emplois précaires, et les emplois des femmes sont concentrés dans les services ou l'agriculture. Dans l'industrie, il y a 7 à 23 % de femmes dans toutes les régions contre 12 à 34 % d'hommes (UNIFEM, 2008, p. 57).

Les mêmes tendances sont constatées en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, où la population active féminine est restée largement concentrée dans le secteur agricole (Kabber, 2005, p. 79). Ce n'est pas le cas dans les autres régions du monde, où les travailleuses sont réparties de manière plus uniforme entre les trois secteurs (agriculture, industrie et services). L'augmentation du nombre de femmes à partir des années 70 dans les activités rémunérées (transition démographique, mondialisation, travail flexible...) s'est faite surtout en Asie de l'Est. Cependant, « les marchés formels et informels continuent d'être segmentés selon le genre. Dans les pays où les femmes sont nombreuses à travailler dans l'économie formelle, elles sont généralement sous-représentées aux échelons les plus élevés et sur-représentées aux échelons les plus bas » (Kabeer, 2005, p. 87).

Ainsi, dans la haute direction des entreprises, la moyenne mondiale est d'une femme pour 9 hommes, et les femmes sont payées en moyenne 17 % de moins que les hommes (UNIFEM, 2008).

En France, Margaret Maruani montre que les emplois féminins sont toujours concentrés dans un petit nombre de métiers et secteurs traditionnellement féminins, même si elles sont autant instruites que les hommes (Maruani, 2009).

### 3. Un chômage plus important pour les femmes et une tendance à l'augmentation des écarts F/H

Comme cela a été expliqué ci-dessus, il ne sera pris en considération que le taux de chômage en milieu urbain.

Les taux de chômage féminins sont plus élevés que les taux de chômage masculins en 2009 (19,8 % contre 13,8 %) comme en 1986 (20,4 % et 15,5 %), surtout parmi les actifs diplômés. Les écarts femmes/hommes durant presque un quart de siècle sont considérables (variant entre 6,5 et 7,7 points) et ont tendance à augmenter.

Tableau 15

#### Taux de chômage urbain

	Hommes	Femmes	Ensemble	Écart
1986	13,9	20,4	15,5	6,5
1999	20,3	27,6	22,0	7,3
2002	16,6	24,2	18,3	7,6
2004	16,6	24,3	18,4	7,7
2006	14,0	20,9	15,5	6,9
2008	13,0	20,3	14,7	7,3
2009	12,1	19,8	13,8	7,7

Source : Haut-Commissariat au Plan, *Enquêtes nationales sur l'activité, l'emploi et le chômage* (depuis 1986, milieu urbain).

Pourquoi les taux de chômage des femmes en milieu urbain sont plus élevés que ceux des hommes ?

Avant d'apporter quelques éléments de réponse, il est à souligner (comme pour la tendance à la baisse du taux d'activité féminin analysée ci-dessus) que cette tendance n'est pas spécifique au Maroc.

Dans le monde, les taux de chômage ont tendance à être plus élevés chez les femmes que chez les hommes. Par exemple, en France, le taux de chômage qui était de 0,9 % pour les hommes contre 1,5 % pour les femmes en 1962 s'est élevé en 2007 à 7,4 % contre 8,5 pour les femmes, mais les écarts F/H ont sensiblement diminué depuis les années 1990 (Maruani, 2009). « Ce sur-chômage ne fait pas l'objet d'une attention particulière... cette invisibilité laisse perplexe : ne s'agit-il pas là d'une forme de tolérance sociale au non-emploi des femmes ? » s'interroge Margaret Maruani.

Cette tolérance sociale au non-emploi des femmes est beaucoup plus importante dans la région MENA. Dans cette région, le chômage des femmes est plus élevé de 20 % environ que celui des hommes (Banque mondiale, 2004). Au Maghreb, les mêmes tendances sont relevées : ainsi, en 2008 en Algérie, le taux de chômage chez les femmes est de 17,4 %, soit environ le double de celui des hommes. En Tunisie, le taux de chômage des femmes est 30 % plus élevé que celui des hommes (Achy, 2010). Comme pour les écarts importants femmes/hommes constatés pour les taux d'activité dans la région, les causes de cette inégalité ont été en général peu étudiées, et les réponses données restent peu approfondies. A partir de la documentation utilisée pour ce travail concernant la région MENA et le Maroc (El Aoufi et Bensaid, 2005 ; Saadi, 2004 ; Mejjati, 2003 ; Lamrani, 2006 ; Collectif Maghreb Egalité, 2006, Barkallil, 2008), on peut relever différentes causes qui restent à vérifier par des enquêtes à caractère multidisciplinaire (sociologie, anthropologie, économie, politique...) :

- La place des femmes dans la reproduction et les préjugés liés au genre (rapports sociaux de sexe) font que le potentiel productif des femmes est exploité moins efficacement que celui des hommes. Les femmes peuvent se voir refuser l'accès à des emplois mieux payés en raison d'attitudes profondément ancrées qui considèrent que les hommes sont les soutiens de la famille et qu'ils doivent gagner davantage. Les femmes ne sont pas en mesure de faire concurrence aux hommes, car elles ne peuvent pas investir autant de temps qu'eux au travail car elles restent toujours chargées de la majeure partie des travaux ménagers et des soins aux enfants. Aussi les femmes ont-elles une plus grande probabilité de quitter la population active ou d'y revenir pour des raisons personnelles (mariage, enfants en bas âge, personnes âgées ou handicapées dont elles doivent s'occuper...). La mobilité sociale est moins importante pour les femmes que pour les hommes.

- En d'autres termes, le statut inférieur des femmes limite leurs choix (UNIFEM, 2008-2009 p. 53, 55 et 56). « Le genre est un principe organisateur majeur de la répartition du travail, de la propriété et des autres ressources que la société valorise... » (Kabeer, 2005, p. 92). Dans les régions où le régime du patriarcat est dominant (région MENA), ce facteur joue un rôle important.

- Une plus grande vulnérabilité des femmes en temps de crise et au cours de la période du Programme d'ajustement structurel (PAS) : les secteurs d'exportation en crise dans les pays en développement sont des secteurs où l'emploi des femmes et des jeunes filles est dominant. La mondialisation a entraîné une demande importante de travailleuses dans certains secteurs (confection, agro-alimentaire et services tertiaires nouveaux (centres d'appel...) qui demandent une main-d'œuvre flexible par excellence et pour laquelle les employeurs font des économies de coûts fixes (protection sociale...). Elles sont les premières affectées par les licenciements. Ceci a été vérifié au Maroc où durant ces dernières années de nombreuses femmes et jeunes filles ont été licenciées dans le secteur textile, ce qui s'est traduit par

une baisse de l'emploi féminin dans le secteur industriel en milieu urbain (tableau 7).

- Le manque de ressources dû à l'éducation (taux analphabétisme élevé pour les femmes) et aux règles/pratiques de l'héritage ne garantissant pas l'égalité successorale.

- Le manque ou l'inexistence de politiques de développement tenant compte des contraintes différenciées selon le sexe : politiques économiques, politiques de l'emploi, politiques sociales, politiques culturelles. Les politiques de développement apparemment neutres au niveau de la différence des sexes peuvent avoir des résultats faisant la différence des sexes. (Banque mondiale, 2004).

- L'emploi des femmes ne se fait pas aux dépens de l'emploi des hommes, et il n'y a pas de corrélation entre l'offre de main-d'œuvre féminine et le taux de chômage (l'offre de main-d'œuvre féminine se faisant sur une très longue période) (Kabeer, 2004).

- Les femmes sont plus découragées que les hommes pour chercher activement un travail et ainsi ne sont pas comptées dans la population active. Les tendances empiriques dans la région MENA montrent que des taux de chômage élevés limitent la participation des femmes à la population active (Banque mondiale, 2004, p. 93 à 127 : les contraintes qui pèsent sur l'emploi des femmes et pages 76, 77 et 93 et 53, 54).

- L'éventail du choix des carrières est plus resserré pour les femmes que pour les hommes : les opportunités dans certains secteurs et professions (BTP...) sont moins grandes pour les femmes.

- Le manque de formation des femmes dans les métiers dits « masculins »

La tendance à la stagnation/augmentation des inégalités femmes-hommes s'est essentiellement traduite par la régression du taux d'activité des femmes, le maintien de la prépondérance du travail non rémunéré, la concentration de l'activité féminine dans les secteurs dits féminins précaires et un chômage des femmes toujours plus important que celui des hommes, avec une tendance à l'augmentation des écarts F/H.

### III. Eléments d'explication des inégalités femmes-hommes

Comment expliquer ces inégalités femmes/hommes ? Elles résistent aux droits et aux lois..., aux transformations sociales, et bien qu'elles soient illégales et illégitimes, elles persistent (Maruani, 2009, p.49). Pourquoi persistent-elles dans tous les pays et parfois s'aggravent ? Pourquoi les progrès sont-ils lents ? La réponse à ces questions est difficile et complexe (mis à part le premier élément développé par les théoriciens et praticiens de l'analyse genre), c'est pour cela que dans ce cadre, il ne sera apporté que quelques éléments de réponse qui seront approfondis dans un autre article.

## 1. Approche genre et rapports sociaux de genre

Dans les années 70, les féministes anglo-saxonnes commencent à utiliser le terme genre (Oakley, 1985). Le terme anglais «gender» désigne «le sexe féminin ou masculin socialement construit en même temps qu'un processus de construction hiérarchique interdépendante et complémentaire entre hommes et femmes» (Bistilliat, 1997). Le concept de genre implique le rejet du déterminisme biologique en renvoyant aux catégories sociales et que les femmes ne constituent pas un groupe homogène mais un ensemble traversé par des différences de classe, de race et d'ethnie.

L'analyse de genre qui émerge dans les années 80 remet en question certaines méthodologies de recherche en sciences sociales. Introduire l'analyse de genre dans les sciences sociales, c'est s'interroger à la fois sur les statuts et les rôles des femmes et des hommes dans la stratification sociale, sur l'impact des rapports sociaux de sexe ou de genre sur les situations qui concernent l'individu ou le groupe; c'est s'interroger sur la manière dont les statuts et les rôles sociaux sont déterminés par l'appartenance à un sexe donné (Fatou Sow, 2004). L'analyse de genre part de l'idée que la recherche sur les rapports sociaux de sexe contribue à redéfinir les objectifs du développement.

Ce concept apporte donc une dimension nouvelle que celui de sexe n'avait pas. Contrairement à ce dernier terme, plus statique, qui s'arrêtait au constat des différences entre hommes et femmes, le terme de genre va au-delà du constat des différences et se pose la question du «pourquoi ces différences».

Les sexes sont déterminés par les caractéristiques biologiques, et les genres par une base culturelle; ils sont définis par la société qui en détermine les activités, les statuts, les caractéristiques psychologiques... C'est donc le caractère fondamentalement social, donc construit, des différences basées sur le sexe.

L'analyse de genre suppose donc que l'on reconnaisse non seulement l'inégalité mais son caractère social. Les hommes et les femmes sont le produit de leurs valeurs, de leurs cultures et de leur histoire. Comme l'écrivait Simone de Beauvoir, «on ne naît pas femme on le devient». «A la différence des autres cadres théoriques, l'objet de l'approche genre n'est pas la femme en tant que telle, mais les réalités sociales qui façonnent les perceptions et attribuent les responsabilités et des attentes spécifiques aux femmes et aux hommes.» (Sarr, 1999) Les genres sont définis par la société, par conséquent les rapports entre hommes et femmes peuvent être changés.

Ce concept permet l'analyse en termes de rapports sociaux de sexe:

- Les individus dans leurs rapports véhiculent les préjugés sexistes quelle que soit leur identité de sexe, de même que les institutions, les systèmes (politiques et économiques...) qu'ils produisent (Sarr, 1999; Combes, Daune Richard et Devreux, 2003).



– Les rapports entre les hommes et les femmes sont des rapports si bien enracinés dans notre culture et nos institutions qu'ils nous paraissent naturels.

Les déterminants des relations ou rapports de genre sont nombreux : la culture, les traditions et coutumes, les idéologies, les religions, l'environnement urbain ou rural, les conditions économiques, le niveau éducatif, les conditions historiques du pays, les lois et règlements du pays. Ces rapports sont véhiculés par la socialisation et l'éducation : vie familiale, école, livres, télévision, publicité, etc.

Les conséquences de ces rapports sociaux entre hommes et femmes reflètent les inégalités femmes/hommes à différents niveaux : une répartition sexuelle du travail inégalitaire, un accès différencié aux ressources et aux bénéfices, le double standard, une sous-valorisation/invisibilité de la contribution économique sociale et culturelle des femmes, l'exclusion des femmes dans les sphères du pouvoir (économique, politique...). Ces rôles, qui ont été inculqués, changent au fil du temps et varient considérablement au sein d'une même culture et d'une culture à l'autre.

## **2. Approche du développement / politiques publiques**

Les inégalités femmes/hommes persistent, car les approches de développement adoptées par les politiques publiques ont été longtemps fondées sur la seule croissance du PIB et que l'approche globale du développement tenant compte des inégalités sociales, de genre... n'est pas encore retenue par la majorité des pays. L'approche IFD (Intégration des Femmes au Développement) qui, contrairement à l'approche GED (Genre et Développement), n'a pas pris en considération la subordination des femmes, leur statut social et sur laquelle se sont basés politiques et programmes de réduction des inégalités femmes/hommes, est aussi à l'origine de ces inégalités « dures et durables ».

## **3. Les disparités entre classes et couches sociales**

Les femmes et les jeunes filles appartenant aux catégories sociales pauvres connaissent plus d'inégalités basées sur le sexe. Dans les pays connaissant de fortes disparités sociales, comme le Maroc, les inégalités F/H sont plus importantes. Une étude portant sur 41 pays (note de la BM, 2009) montre que les disparités entre les sexes sont plus grandes chez les pauvres que chez les non pauvres (éducation, santé...).

## **4. Le rôle des institutions**

Le rôle des institutions (Etat, marché, société civile, famille) comme déterminants des inégalités de genre a été analysé par N. Kabeer (Kabeer, 2005). Nous exposons ici les points essentiels de son analyse.

Le comportement humain est régi en grand partie par des conventions, des normes et des règles institutionnelles qui ont des répercussions sur la vie des personnes. Dans la sphère économique, ces règles jouent deux rôles :

- elles influent sur la répartition du travail productif et reproductif entre les sexes ;
- elles font émerger dans les pays des modèles de l'activité professionnelle et économique des hommes et des femmes.

Ces institutions fonctionnent rarement de manière égalitaire et tendent à soutenir et à renforcer les relations hiérarchiques. La famille et la parenté sont les institutions les plus déterminées par les relations de genre : la répartition des responsabilités et des rôles entre hommes et femmes dans la sphère domestique rend compte de la manière dont la société les considère du point de vue de leur nature et de leurs capacités et, par conséquent, de la manière dont elle construit les inégalités de genre. Dans la plupart des sociétés, ce sont les femmes qui s'occupent des enfants, font le ménage... activités indispensables à la survie des familles. Les femmes jouent un rôle important dans les activités non rémunérées qui assurent la reproduction sociale, c'est-à-dire la perpétuation des ressources humaines. Parfois, elles conservent ce rôle dans la sphère économique (infirmières, enseignantes...). Les différents rôles des femmes et des hommes dans la famille s'étendent aux autres relations sociales.

Nous pensons que cette analyse fait partie des trois analyses précédentes. Mais elle reste pertinente en tant que telle, dans la mesure où elle précise certains de leurs aspects et présente une catégorisation des institutions intervenant dans la production et la reproduction des inégalités de genre.

## Conclusion

Le constat des inégalités femmes-hommes, plus particulièrement au Maroc, dans le domaine de l'emploi et l'essai d'explication de ce constat réalisés dans ce travail appellent à approfondir deux questions essentielles pour le développement :

- Est-ce que les économistes ont tenu compte des inégalités F/H dans leurs approches théoriques et leurs analyses empiriques ? Quels sont les apports des analyses macro-économiques et micro-économiques dans ce domaine ? Certains travaux (Mhone, Elson, 2004) ont montré que l'économie n'est pas sensible au genre. Les hypothèses retenues en général par les théories économiques sont : le travail de reproduction et d'entretien des ressources humaines est gratuit, le travail des femmes dans l'économie des ménages est considéré comme naturel, la division sexuée dans la production des biens n'est pas prise en considération. La théorie économique tenant compte du genre n'en est qu'à ses débuts. C'est ainsi que certains auteurs ont commencé à étudier comment les rapports sociaux de sexe peuvent influencer les processus économiques (Ingrid Palmer, 1991 ; Mackintosh,

1989), comment les biais de genre entraînent plus de coûts et pèsent sur la croissance et le développement. Le travail sur ces questions est nécessaire pour évaluer l'impact socio-économique des inégalités de genre au Maroc.

– Quels sont les coûts supportés par les femmes, leurs familles et les collectivités? Quelle est l'évaluation des pertes pour la croissance et le développement

## Références

- ACHY L. (2010), *Marché du travail au Maghreb : structures, institutions et politiques*, Carnegie Paper, July.
- BANQUE MONDIALE (2004), Rapport sur le développement de la région MENA : inégalités entre les sexes et développement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les femmes dans la sphère publique, Edition ESKA.
- BISTILLIAT J. (1997), « Lutttes féministes et développement : une perspective historique » in *Femmes du Sud face aux changements*, Paris, l'Harmattan.
- BANQUE mondiale (2009), Note/Résumé : Susciter le développement.
- COLLECTIF 95 MAGHREB EGALITÉ (2006), *le Travail des Maghrébines, l'autre enjeu. Situation économique et sociale différenciée selon le genre au Maghreb*, Marsam-GTZ.
- COLLECTIF « Genre, mondialisation et pauvreté », 2002, dirigé par Christine Vershuur et Fenneke Reyso, *Cahiers Genre et développement* n° 3, l'Harmattan.
- CCCI, Conseil canadien pour la coopération internationale (1991), *Un autre genre de développement, un guide pratique sur les rapports femmes-hommes dans le développement*, Ottawa.
- COMBES D., DAUNE-RICHARD A.M., DEVREUX A.M. (2003), « Mais à quoi sert une épistémologie des rapports sociaux de sexe ? » In *Sexe et genre, de la hiérarchie entre les sexes*, CNRS Editions.
- EL AOUI N. et BENSaid M. (2005-2006) : « Chômage et employabilité des jeunes au Maroc », *Cahiers de la stratégie de l'emploi*, BIT, Genève.
- ELSON D. (2004), « Analyse de genre et science économique dans le contexte de l'Afrique » in *Sexe, genre et société*, sous la direction de Imam A., Mama A. et Sow F., Edition Codesria- Karthala.
- FONDS DE DÉVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES POUR LA FEMME (UNIFEM, actuellement ONU-Femmes), 2008-2009, *le Progrès des femmes à travers le monde*.
- HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN (2003), *Femmes et hommes du Maroc, analyse de la situation et de l'évolution des écarts dans une perspective genre*.
- HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN (2005, 2007, 2009), *Rapports nationaux sur les objectifs du Millénaire pour le développement*.
- HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN, Enquêtes annuelles, Activité, emploi et chômage depuis 1986.
- HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN (1994 et 2004), Recensements généraux de la population et de l'habitat.
- KABEER N. (2005), *Intégration de la dimension genre à la lutte contre la pauvreté et objectifs du*

- Millénaire pour le développement*, les Presses de l'Université de Laval, L'Harmattan, CRDI.
- LAMRANI N. (2002), « Pauvreté au féminin », Rapport du Social 2002, publication du BESM, Rabat, éditions Okad.
- LAMRANI N. (2006), « Genre et travail dans le secteur industriel au Maroc », Etude de cas dans l'industrie textile, en cours de publication dans la *Revue de la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales*, Université Mohammed V-Agdal.
- LAMRANI N. (2004), Rapport introductif in Actes du colloque: *Comprendre les inégalités hommes-femmes: l'approche genre: théories et pratiques*, GREGED, FSJES, Agdal, Rabat.
- LAMRANI N. (2009), « Facteurs non économiques de développement et approche genre », communication au colloque organisé par le CERAB en hommage à Aziz Belal.
- MARUANI M. (2009), « Hommes/Femmes, des inégalités durables » in *Cahiers français*, n° 351. La Documentation française.
- MEJJATI ALAMI R. (2003), « Femmes et marché du travail au Maroc: vulnérabilité et régulations sociales », communication au séminaire « Marché du travail et genre dans les pays du Maghreb », CNRS-INSEA-DULBEA.
- MACKINTOSH M. (1989), *Gender, Class and rural Transition. Agribusiness and the Food Crisis in Senegal*, Zed Books, London.
- MHONE G. (2004), « Biais sexuels en économie et recherche d'une approche qui tienne compte du genre » in *Sexe, genre et société* sous la direction de Imam A., Mama A. et Sow F., Edition Codesria-Karthala.
- MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (2010), Programme stratégique à moyen terme: diagnostic de l'état de l'égalité/équité dans le secteur de l'emploi, de la formation professionnelle et de la protection sociale.
- OAKLEY A. (1985), *Sex, Gender and society*, London Temple Smith, Reprinted with new introduction, London Gower.
- PAINI L., Than-Huyen Ballmer-Cao et Durrer S. (2006), *Régulation sociale et genre*. L'Harmattan. Logiques sociales.
- PALMER I. (1991), « Gender and population » in *The Adjustment of African economies: Planning for change*, ILO, Geneva.
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT, 1995, 2000, 2010, Rapports sur le développement humain.
- SAÂDI S. (2004), « Genre et économie: la participation des femmes à la vie économique. », *Féminin Masculin, La marche vers l'égalité au Maroc, 1993-2003*. Fondation Friedrich Ebert Maroc.
- SCOTT J. (1988), « Genre: une catégorie utile d'analyse historique » in *les Cahiers du GRIF, le Genre de l'histoire*, n° 37 et 38, éd. Tierce, Paris, p. 141.
- SARR F. (1999), *Recensement des outils de formation en genre*, UNIFEM-Ambassade Royale des Pays-Bas.
- SARR F. (2004), « L'analyse de genre et les sciences sociales en Afrique » in *Sexe, genre et société* sous la direction de Imam A., Mama A. et Sow F., Edition Codesria-Karthala.
- SECRÉTARIAT D'ETAT CHARGÉ DE LA FAMILLE, DE L'ENFANCE ET DES PERSONNES HANDICAPÉES, (2006), « Genre et activités économiques au Maroc: la persistance de la précarité dans l'activité féminine », *Livre blanc*. Nadira B., avec l'appui de la GTZ.